

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
45072 ORLÉANS Cedex 2

ORLÉANS, le 28 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHRYSO SAS

7 rue de l'Europe
ZI
45300 Sermaises

Références : n° 648 / 2023 - VAT20230637
Code AIOT : 0010000973

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2023 dans l'établissement CHRYSO SAS implanté 7 rue de l'Europe ZI 45300 Sermaises. L'inspection a été annoncée le 23/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHRYSO SAS
- 7 rue de l'Europe ZI 45300 Sermaises
- Code AIOT : 0010000973
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Fabrication d'adjuvants pour des matériaux de construction (bétons, ciments et plâtres)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite de la visite du 19 juillet 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Vérification des installations de protection contre le risque foudre	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.4.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
2	Protection contre le risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

- Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.2.1	Susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives	Sans objet
8	Etat des stocks vulgarisé	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.2.1	Susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives	Sans objet
10	Percements dans les murs coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.3.1.1	Susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives	Sans objet

- Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Murs, portes et clapets coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.3.1.1	Susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives	Sans objet
5	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.4.2	Susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives	Sans objet
6	MMR	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 12.6	Susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives	Sans objet
7	Bassins de confinement	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.5.2	Susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives	Sans objet
9	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.4.4.4	Susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plan d'actions établi suite aux constats formulés le 19 juillet 2023 suivi.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification des installations de protection contre le risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations de protection contre le risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 31/08/2023
Prescription contrôlée : <p>[...]. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme en vigueur.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. [...].</p>
Constats : C1 Absence de vérification exhaustive des installations de protection contre le risque foudre (tête des PDA). Absence de mise à jour de l'analyse de risque foudre (ARF) puis l'ETF (étude technique foudre) suite à la mise à jour de l'étude de dangers.
Observations : <p>L'exploitant, ayant mis à jour son étude de dangers, doit mettre à jour l'analyse de risque foudre (ARF) puis l'ETF (étude technique foudre) en application des normes en vigueur.</p> <p>La tête des PDA n'est pas contrôlée sur site. Cette opération nécessite la mise en place d'une protection temporaire puis l'envoi des têtes dans un laboratoire.</p> <p>A réception de l'étude technique foudre réalisée le 9 novembre 2023 (société RENARD), l'exploitant procédera au remplacement des PDA.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Protection contre le risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre le risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 31/08/2023
Prescription contrôlée : [...]. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.[...].
Constats : C2 Absence de mise en œuvre des conclusions de l'étude technique foudre de 2021 (restaurant administratif et bâtiment 3 "maintenance"). Absence de mise en place des protections contre le risque foudre malgré la mise en service des installations CAPPABEAUCE.
Observations : L'ETF relative au restaurant administratif et au bâtiment 5 a été réalisée (BUREAU VERITAS, transmission le 5 juin 2021). Le 19 juillet et le 7 novembre 2023, les conclusions de l'ETF n'étaient pas mis en œuvre. Les installations CAPPABEAUCE ont été mises en service. L'ETF de l'atelier a été réalisée au cours de la seconde quinzaine du mois d'août 2023. Les parafoudres pour protéger la centrale de détection gaz et l'automate de régulation de température de l'atelier CAPPABEAUCE ont été commandés le 3 novembre 2023. La prestation pour les poser a été commandée le 18 octobre 2023. La pose des parafoudres pourrait être effective d'ici la fin du mois de novembre 2023. Le sujet de la pose du PDA reste à traiter (commandée le 3 novembre 2023 mais le délai de livraison pourrait être plus long). L'ETF souligne la nécessité de protéger les installations de l'atelier POLYMERES (la centrale de détection gaz), de la CHAUFFERIE et la centrale d'extinction automatique Inergène du local TGBT POLYMERES .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'inventaire et l'état des stocks décrit précédemment seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. <p>Pour les matières dangereuses, figure, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, figure, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; [...].</p>
<p>Constats : C3 Absence de cohérence entre l'état des stocks informatique et l'état des stocks physique (magasin 5, contrôle de 7 emplacements par échantillonnage).</p>
<p>Observations faites le 19 juillet 2023 :</p> <p>Transmission le 4 juillet 2023 d'un état des stocks. Le pouvoir calorifique des parties constitutives des bâtiments est intégré. Il en est de même pour les déchets. Selon l'état des stocks :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il n'y a pas de produits avec une mention de danger H224 ; - les produits avec une mention de danger H225 sont stockés en bidon de 20 litres, à l'exception du CHRYSO ProClean E (Varitener 800KG) et de 3 alcools ; - les produits avec une mention de danger H226 sont stockés en bidon de moins de 30 litres, à l'exception de quelques produits. <p>Un contrôle de cohérence entre l'état des stocks physique et l'état des stocks informatique a été réalisé, par échantillonnage.</p> <p>Les emplacements M2008001B (4 niveaux) ont été contrôlés. Au niveau 0, présence de 9 sacs de 25 kg, soit 225 kg de matières en poudre, pour un état des stocks mentionnant 165 kg de produits liquides. Le contrôle des niveaux 1 à 3 n'appelle pas de remarque de l'inspection.</p> <p>Les emplacements M2013001B (3 niveaux) ont été contrôlés. Le contrôle du niveau 0 n'appelle pas de remarque de l'inspection. Les stockages aux niveaux 1 et 2 ne sont pas enregistrés dans l'état des stocks.</p> <p>Observations faites le 7 novembre 2023 :</p> <p>L'exploitant déclare que l'état des stocks à l'échelle d'une zone de stockage est conforme. Toutefois, les produits sont prélevés, déplacés dans les ateliers pour production puis le reste est restocké dans les zones de stockage, sans respect des emplacements prévus.</p> <p>Cette déclaration n'a pas été confrontée à la réalité des stockages le 7 novembre 2023. Toutefois, cette organisation n'est pas acceptable.</p>

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Murs, portes et clapets coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Murs, portes et clapets coupe-feu
Prescription contrôlée : Les bâtiments ou parties de bâtiment abritant les installations cités ci-après présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">• murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures),• portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures). La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles. [...]. Liste des bâtiments ou parties de bâtiment : [...]. <ul style="list-style-type: none">• local du réservoir de la substance Thomas, implanté dans le bâtiment 6 ;• [...] ;• mur entre la chaufferie B et les ateliers Polymères implantés dans le bâtiment 6. Ce mur coupe-feu est implanté jusqu'en sous-face de toiture. Les sols des aires et locaux de stockage sont incombustibles (classe A1). Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs. Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la paroi de séparation, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Présentation du rapport de contrôle établi par le bureau d'études APAVE le 2 août 2023, statuant sur la conformité des caractéristiques du mur REI 120. Les réserves ont été levées dans le cadre la garantie de parfait achèvement (société LUBIN ; calfeutrement).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : [...]. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Chaque écart relevé fait l'objet d'une analyse de risque conduisant à un plan d'actions suivi et enregistré. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...].
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Justification de la levée des écarts mentionnés au Q19 présentée (dernier point levé le 2 août 2023).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 12.6
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les dispositifs et dispositions (MMRs, barrières de sécurité, mesures organisationnelles, etc...) nécessaires à la maîtrise de la sécurité du procédé. Leurs caractéristiques sont définies. L'exploitant établit un plan de maintenance adaptée des dispositifs.</p> <p>Il s'agit notamment de paramètres, d'équipements, de procédures opératoires, d'instructions et de formations des personnels, ceci dans toutes les phases d'exploitation des installations, y compris en situation dégradée.</p> <p>Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement selon la fréquence définie ci-dessous et sauf dispositions plus contraignantes du fabricant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Alarme de niveau d'eau sur la colonne de lavage - Vérification (bon fonctionnement et report d'alarme) - Trimestrielle - Personne compétente ou société agréé - Sondes (3, 2 en pied de cuve, 1 en haut) de températures à sécurité positive (déclenchement du PTZ ; CAPPABEAUCE) - Vérification (bon fonctionnement) - Trimestrielle - Personne compétente ou société agréé - Capteur de pression et pompe de brassage associée au réservoir de l'atelier CAPPABEAUCE - Vérification (bon fonctionnement) - Trimestrielle - Personne compétente ou société agréé
Constats : Absence d'écart relevé.
<p>Observations : Contrôle du niveau d'alarme et du pH de l'eau de la colonne toutes les semaines.</p> <p>Contrôle des sondes (3, 2 en pied de cuve, 1 en haut) de températures à sécurité positive, du capteur de pression et de la pompe de brassage associée au réservoir de l'atelier CAPPABEAUCE réalisé fin août 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Bassins de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Bassins de confinement
Prescription contrôlée : [...]. Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2 060 m ³ . Ils se composent d'un bassin de 500 m ³ , pour les eaux d'extinction situées à l'Est de la zone Export, et 1 000 m ³ , pour les autres zones, avant rejet vers le milieu naturel. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. [...].
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Contrôle du niveau d'eau dans les bassins de confinement du 28 août 2023, 20 septembre 2023 et 10 octobre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Etat des stocks vulgarisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks vulgarisé
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : [...]. <ul style="list-style-type: none">• répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. [...].
Constats : C4 Absence de consolidation de l'état des stocks vulgarisé.
Observations : Deux options sont à l'étude. La première porte sur la formation des techniciens en charge de la rédaction des FDS pour être en capacité de vulgariser les informations contenues dans ces fiches. La seconde vise à identifier les grandes familles de produits/mélanges/substances dans chaque zones de stockage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.4.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les dispositifs et dispositions (MMRs, barrières de sécurité, mesures organisationnelles, etc...) nécessaires à la maîtrise de la sécurité du procédé. Leurs caractéristiques sont définies. L'exploitant établit un plan de maintenance adaptée des dispositifs. Il s'agit notamment de paramètres, d'équipements, de procédures opératoires, d'instructions et de formations des personnels, ceci dans toutes les phases d'exploitation des installations, y compris en situation dégradée. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement selon la fréquence définie ci-dessous et sauf dispositions plus contraignantes du fabricant : [...]. Extraction d'air de la galerie technique - Vérification fonctionnelle, maintenance préventive - Trimestrielle - Personne compétente ou organisme agréé [...].
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Contrôles du système d'extraction d'air de la galerie technique des 27 octobre et 2 novembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Percements dans les murs coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Percements dans les murs coupe-feu
Prescription contrôlée : [...]. Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs. [...].
Constats : C5 Absence de restitution du caractère EI 120 du mur coupe-feu séparant la chaufferie B de l'atelier Polymères (absence de calfeutrement des trous).
Observations : Présence de percements non comblés, réalisés pour le passage de tuyauteries, et en sous-face de toiture. Absence de date d'intervention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet